



2013

## DE LA RÉSISTANCE NON-VIOLENTE PALESTINIENNE, L'EXEMPLE DE BIL'IN

*"70% des jeunes Palestiniens s'opposent à la violence pour résoudre le conflit avec Israël." Ce chiffre témoigne du succès des manifestations pacifiques qui se sont tenues contre le projet de tracé du mur séparant le village de Bil'in de ses terres agricoles. Ce village incarne alors l'espoir pour le reste de la population, de faire "jurisprudence" dans les autres cas où la colonisation israélienne tente de s'étendre à leurs territoires. . Ce sont le recours à la justice israélienne et à la solidarité internationale, qui a notamment permis de réduire les dispersions de manifestants à balles réelles par l'armée israélienne, qui ont fait de Bil'in un symbole de la lutte non-violente contre l'occupation.*

Par Hassina **Mechai**

Bil'in est un village typique palestinien qui vit de ses oliveraies et de son agriculture. Rien ne le prédestinait à devenir un emblème de la lutte du peuple palestinien.

Le ton est intense, reconnaissant aussi, comme s'il était touché que son histoire, celle de son village, intéresse. De son métier d'enseignant, il garde de façon très évidente une volonté de convaincre, mais non de vaincre : « *Notre seul ennemi est l'occupation* » nous dira-t-il en guise de préambule à notre interview. Abdallah Abu Rahma est Palestinien et vit en Cisjordanie. Surnommé le Gandhi palestinien, cet homme calme et courtois d'une quarantaine d'années est le coordinateur du Comité Populaire de Bil'in contre le Mur de séparation et les Colonies.

Bil'in est un village typique palestinien qui vit de ses oliveraies et de son agriculture. Rien ne le prédestinait à devenir l'emblème de la lutte du peuple palestinien. En janvier 2005, de manière spontanée, un « Comité populaire » décide d'organiser toutes les semaines des manifestations pacifiques contre la construction du Mur de séparation dont le tracé déborde largement sur les terres des villageois. Rapidement, la lutte de Bil'in s'articulera d'abord sur les moyens classiques de la lutte non violente que sont les manifestations pacifiques et les recours devant les juridictions israéliennes. Mais très vite le Comité de résistance s'appuiera notamment sur la société civile internationale portée par des moyens de communications fortement interconnectés et sur la judiciarisation internationale. En cela Bil'in inaugurera ainsi peut-être un changement de paradigme dans la lutte pour la reconnaissance des droits des Palestiniens.

### **Une lutte non-violente**

En annexant près de 60 % des terres de Bil'in pour y construire le Mur, Israël étouffait ni plus ni moins le village, emmurant les habitants et les séparant de leurs moyens de subsistance. Face à cette menace, les habitants se sont mis à manifester pacifiquement tous les vendredis devant le chantier israélien. « *Nous voulions montrer que nous nous ne résignons pas, et hommes, femmes, enfants, tous manifestaient* » explique Abdallah Abu-Rahma.

Malgré les dispersions brutales opérées par l'armée israélienne, les manifestants, résolument, placeront leur manifestation sous le signe de la non-violence. Ils donneront même parfois une image sarcastique à leur mouvement de protestation en défilant déguisés en Na'vis, le peuple indigène menacé du film *Avatar* de James Cameron. Cette attitude contrastera évidemment avec l'attitude violente de l'armée israélienne ou des colons.

Plus largement, ce qui était au départ l'indignation d'un seul village face à la confiscation de sa terre se pérenniserait avec notamment la tenue chaque année fin avril d'un Comité mêlant observateurs internationaux, activistes palestiniens et israéliens. Des conférences, tables rondes, visites guidées pour mesurer l'avancée croissante de la colonisation sont très vite organisées. À partir de 2006 des liens seront établis avec d'autres comités de villages ou des camps de réfugiés qui ont pris modèle sur la lutte de Bil'in pour s'organiser. Dès 2008, la Conférence de Bil'in se tiendra dans d'autres villages palestiniens, créant ainsi un maillage serré de résistance active et pacifique. De cela Abdallah Abu Rahma est très fier : « *Bil'in a servi*

*d'exemple et cette initiative a eu une portée qui a dépassé de très loin le but initial qui était que le mur ne nous coupe pas de nos terres. Bil'in a été une tribune ouverte sur le monde. »*

### **Le recours à la légalité israélienne**

Cependant, les habitants du village de Bil'in ne se sont pas contentés de manifester. Très vite est apparue la possibilité de déposer des recours devant la plus haute juridiction israélienne. Et dans un jugement de septembre 2007, la Cour Suprême leur donne raison en ordonnant le déplacement du Mur hors des terres de Bil'in. La cour estime n'avoir pas été convaincue « *qu'il était nécessaire pour des raisons militaro-sécuritaires de conserver le tracé qui faisait passer la barrière sur les terres de Bil'in* ». Elle a donc jugé à l'unanimité que le tracé du mur portait préjudice à Bil'in et qu'il devait être modifié. Cette décision permettra à Bil'in de récupérer près de 50 % des terres qui lui ont été confisquées fin 2004.

Mais la lutte n'est pas pour autant abandonnée par Abdallah Abu Rahma : « *Cela a été une victoire certes mais difficile, longue. L'armée israélienne a tardé de façon évidente à appliquer cette décision. Et puis il reste tellement de villages dont les habitants subissent continuellement des humiliations, qui voient leurs terres confisquées, saccagées... la colonisation continue en Cisjordanie. Notre exemple a redonné espoir à d'autres villages que nous soutenons dans leur lutte.* »

Avec ce sursaut Bil'in a montré que la judiciarisation de la colonisation pouvait être une voie à explorer, en s'appuyant dans un premier temps sur le système judiciaire israélien. D'autres procès ont suivi : ainsi en 2007 des ONG de défense des droits de l'Homme palestiniens et israéliens ont présenté un recours devant la Cour Suprême d'Israël contre les bombardements des zones civiles de Gaza. Cependant devant la multiplication des recours des Palestiniens devant les tribunaux israéliens pour dénoncer les méfaits de l'occupation, les autorités israéliennes ont durci les règles de saisine, en imposant par exemple aux Palestiniens de détenir un passeport pour pouvoir déposer un recours. Et cette judiciarisation de la colonisation s'est vite heurtée à l'argument de la « sécurité » généralement soulevée par les autorités israéliennes pour ne pas appliquer les décisions de justice. Ces mêmes décisions, longues à obtenir, ont été parfois court-circuitées par l'adoption à la Knesset d'une loi ad hoc légalisant a posteriori ce que la justice avait précisément condamné.

### **La mobilisation de l'opinion publique internationale**

L'initiative de Bil'in a eu pour effet de rompre l'isolement international des Palestiniens, isolement qui faisait suite au 11 septembre et à l'équation idéologique posée par Ariel Sharon qui inscrivait la politique israélienne dans la lutte mondiale contre le terrorisme. Bil'in a permis également de construire, reconstruire ou approfondir les liens entre militants palestiniens et militants israéliens. Des groupes comme [International Solidarity Movement](#) (ISM) se sont par exemple organisés avec pour but la lutte contre la colonisation. Nombre de militants, observateurs internationaux se mêlent également aux manifestations hebdomadaires. Plusieurs personnalités comme les prix Nobel de la paix Jimmy Carter, ancien président américain, et Desmond Tutu, archevêque sudafricain ont soutenu activement, par leur présence, Bil'in. Le petit village est devenu ainsi l'épicentre de la contestation contre le mur de sécurité.

Bil'in a donc eu un rôle indéniable dans la réappropriation par les Palestiniens de leur lutte, les plaçant au centre d'une dynamique internationaliste intéressante. Bil'in a cristallisé autour de ses revendications d'autres revendications plus larges et a créé mécaniquement une solidarité internationale. Cette solidarité s'est même avérée relativement protectrice pour les habitants de Bil'in qui ont pu observer que l'armée israélienne faisait parfois preuve de moins de violence en raison de la présence de ces militants internationaux. ISM a ainsi constaté sur la durée une baisse de l'utilisation des balles réelles comme moyens de dispersion des foules.

Les moyens pacifistes de lutte ont aussi donné un second souffle à la cause palestinienne. Bil'in s'est ainsi élargi vers la mobilisation de l'opinion publique internationale notamment en appelant à soutenir la campagne BDS, [Boycott, Désinvestissement et Sanction](#). Cette campagne initiée en juillet 2005 par 172 organisations palestiniennes, a été au cœur des conférences de Bil'in de 2008 et 2009. Cet appel sera relayé par des ONG dans le monde entier.

### **Le recours à la légalité internationale**

Bil'in s'est également appuyé sur la légalité internationale pour défendre les droits de peuple palestinien. En 2008, le village a par exemple intenté un procès devant la Cour supérieure du Québec contre deux sociétés canadiennes. Celles-ci ont été accusées d'avoir commercialisé des habitations destinées à être érigées sur les

terres appartenant à Bil'in par les colons. Le recours faisait valoir que, en agissant en tant qu'agents de l'État d'Israël, les accusés aidaient une puissance occupante à accomplir un acte qui contrevient à la légalité internationale.

Ce genre d'initiatives s'est multipliée : [l'association France-Palestine Solidarité](#) (AFPS) a ainsi engagé des poursuites contre le projet de tramway de Jérusalem en décidant d'attaquer Alstom en justice au motif que l'entreprise avait violé la loi internationale en fournissant le matériel nécessaire.

Abdallah Abu Rahma espère aussi beaucoup dans le nouveau statut de la Palestine auprès de l'ONU : « *Avec cette reconnaissance, nous espérons pouvoir mettre les instances internationales devant la question de l'illégalité de l'occupation. Judiciariser le conflit est un moyen pacifique que nous voulons utiliser au maximum.* »

Le nouveau statut de la Palestine comme État observateur va en effet lui permettre de se présenter devant la Cour pénale internationale. Même si Israël n'en est pas membre, la CPI peut en théorie exercer sa compétence si les actes incriminés ont été commis sur le territoire d'un État qui a accepté la compétence de la Cour.

D'une lutte de quelques centaines de villageois désarmés pour défendre leur terre, on est passé à un appel à une solidarité internationale et à une campagne mondiale pour exercer des pressions sur Israël. Et devant ces actions pacifiques, Israël ne sait pas faire. La célèbre journaliste israélienne [Amira Hass](#) a ainsi analysé ce désarroi nouveau. Dans un article publié dans le quotidien de référence Haaretz, elle constate qu'une « *lutte populaire des Palestiniens était ce qu'Israël craignait le plus* ». « *La lutte populaire contre l'occupation pose problème au gouvernement israélien* », écrit-elle, parce qu'« *il est impossible de l'étiqueter "terrorisme", puis de l'utiliser comme une excuse pour renforcer les privilèges du régime, comme l'a fait Israël depuis une vingtaine d'années. Cette lutte populaire, même si elle est limitée, montre que les Palestiniens ont appris de leurs erreurs passées.* »

Face à cette nouvelle forme d'action, le gouvernement israélien semble pourtant privilégier le traditionnel recours à la force. Les arrestations de manifestants se sont multipliées. Les deux villages de Bil'in et de Nil'in sont ainsi déclarés « zone militaire » uniquement le vendredi, soit le jour des manifestations hebdomadaires. Abdallah Abu Rahma a été emprisonné sous le prétexte kafkaïen de possession d'armes israéliennes usagées. Ces armes étaient en fait les reliques des grenades tirées par les soldats contre les villageois, puis ramassées par ceux-là et exposées en guise de témoignage de la violence. Une mobilisation internationale, à laquelle prendront part Desmond Tutu et la représentante de l'Union européenne Catherine Ashton, mènera rapidement à sa libération et à l'abandon de toute charge.

L'initiative de Bil'in prend aussi de l'ampleur dans la société palestinienne. L'Autorité palestinienne a appelé ainsi au boycott des produits fabriqués dans les colonies, comme le préconise le mouvement BDS. On compte aujourd'hui 25 comités de résistance populaire ayant adopté les manifestations pacifistes et la non-violence active comme modes d'action, et organisant le rassemblement de plusieurs milliers de personnes chaque semaine. Récemment, un sondage publié par l'ONU montrait que 70 % des jeunes Palestiniens s'opposent à la violence pour résoudre le conflit avec Israël. Seuls 8 % estiment encore que la violence est un moyen nécessaire. Abdallah Abu Rahma ne dit pas autre chose : « *Au début, les Palestiniens étaient dubitatifs. Ils ne pensaient pas que la non-violence pouvait quelque chose devant l'armée israélienne. Mais devant nos succès, ils ont compris que la non-violence était efficace. Et c'est là aussi quelque chose dont nous sommes fiers. Notre Intifada [NDLR : de l'arabe « se lever »] est pacifique et c'est pour cela qu'elle est forte.* »